

# Les Femmes et le pouvoir

HUGUETTE DAGENAI

*In this article, the author discusses her experience in the universities, where women are to a large extent excluded from the decision-making processes.*



Dans le dernier tome de son autobiographie, Simone de Beauvoir écrit qu'un individu se définit autant et parfois davantage par ce qui lui échappe que par ce qu'il atteint.<sup>1</sup> En écrivant ces lignes l'auteur ne semble pas avoir pensé particulièrement aux femmes mais, selon moi, l'observation s'applique très bien à la situation actuelle des Québécoises, et des femmes en général, par rapport au pouvoir. C'est notre (quasi-) absence des structures administratives et décisionnelles qui est en grande partie, historiquement, responsable de la lenteur des changements que nous revendiquons et il est permis de penser que, tant que la composition du cabinet ministériel ne comptera pas davantage de femmes, tant que les femmes ne seront pas plus nombreuses parmi les sous-ministres et les hauts fonctionnaires, la situation des femmes demeurera bien

secondaire au sein des priorités gouvernementales. Mais, inutile de continuer l'énumération des preuves de notre sous-représentation dans toutes les structures où se décide notre avenir collectif. Cela ne ferait que tourner le fer dans la plaie et répéter des données que nous connaissons toutes.

J'aimerais plutôt profiter de la tribune qui m'est offerte ici pour partager certaines réflexions et interrogations que m'inspirent les relations actuelles des femmes avec le pouvoir.<sup>2</sup> Dans cette entreprise, je m'inspirerai d'abord de mon expérience personnelle sur le plan professionnel, mais mes observations peuvent être facilement transposées hors de l'université à tous les milieux où les travailleuses sont minoritaires.

## **Culpabilité ou simple prudence?**

Lorsque nous déplorons et dénonçons notre absence du pouvoir nous devons

être prêtes à répondre à de nombreuses objections, formulées tant par les hommes que par les femmes, sans perdre de vue, cependant, que toutes les résistances et toutes les difficultés ne viennent pas seulement de l'extérieur. Pour en contrer les effets à la fois pernicieux et démobilisateurs, examinons d'abord une objection qui nous vient spontanément de la part des hommes et qui peut être résumée ainsi:

'Si les femmes sont absentes du pouvoir, c'est parce qu'elles refusent de s'engager. Elles ne se portent pas volontaires, elles laissent passer les occasions: qu'elles ne viennent donc pas se plaindre ensuite.' Nous savons toutes combien cet argument est fallacieux. Pourtant, je pense qu'il mérite quand même que nous nous y arrêtions un peu, car il contient une part de vérité qu'il nous faut envisager

avec courage si nous voulons poursuivre efficacement notre entreprise de conscientisation individuelle et collective.

En effet, il ne suffit pas d'invoquer la deuxième journée de travail que doit accomplir la femme en rentrant du bureau, de l'usine ou de l'université, ni le fait que les femmes au foyer sont rarement sollicitées pour autre chose que du travail bénévole et des œuvres de bienfaisance, pour que la réponse à l'objection soit satisfaisante. Certes, tant que la division des tâches à l'intérieur et à l'extérieur des foyers sera ce qu'elle est et tant que l'Etat n'assumera pas sa part de responsabilité dans le soin et l'éducation des enfants, peu de femmes accepteront d'augmenter encore leur charge de travail par la participation à des comités, groupes de travail, ou partis politiques, ni même à des mouvements féministes.

Mais je pense que le problème est plus complexe encore: les femmes se trouvent dans une situation profondément contradictoire lorsque la question de la participation, de l'engagement se pose à elles. Je m'explique. A l'université, par exemple—mais vous pouvez transposer mes observations au niveau des syndicats, des commissions scolaires, des ministères, de toutes les institutions québécoises—les femmes représentent entre 10 et 15% du corps professoral. C'est très peu en comparaison de la proportion des étudiantes, qui dépasse actuellement le 40%. Il n'y a que dans certains départements (en sciences infirmières, en service social, en éducation) qu'elles se retrouvent en nombre important; ailleurs elles brillent par leur absence (en génie et dans les sciences en général) ou se trouvent en nette minorité, (comme c'est le cas en sciences sociales notamment). Encore une fois, ces chiffres sont connus. Ce qui l'est moins, et qui risque de compliquer passablement la vie de cette minorité de femmes, c'est le soudain enthousiasme de certains collègues masculins à vouloir nous faire participer à tous les comités, comités *ad hoc* et groupes de travail constitués au cours d'une année dans les divers départements et facultés, afin d'y assurer, disent-ils, une représentation égale d'hommes et de femmes. A première vue il s'agit là d'un louable exemple d'*affirmative action* que nous ne pouvons qu'encourager pour rattraper le plus rapidement possible notre retard au niveau de la représentation numérique. Pourtant, il nous faut aussi redoubler de vigilance si nous ne voulons pas que notre sens des responsabilités ou notre mauvaise conscience servent cette fois à cautionner et à légitimer une nouvelle forme, plus subtile,

d'exploitation des femmes.

Déjà, même très minoritaires, les femmes professeurs à l'université ne sont pas moins présentes que leurs collègues masculins dans les syndicats et autres organisations volontaires, et je dirais même que leur participation aux discussions est proportionnellement plus intense. Chose certaine, elles ne parlent pas pour rien dire, et leurs interventions sont habituellement remarquées et favorablement reçues. Il n'en reste pas moins cependant, que plus on monte dans l'échelle des responsabilités et des postes de direction dans l'administration aussi bien que dans les associations volontaires, moins on trouve de femmes: il n'est plus questions alors d'*'égale représentation des deux sexes'*. Par conséquent, dans la conjoncture actuelle, accepter un poste de direction équivalait nécessairement pour une femme à se mettre sur la sellette, à devenir en quelque sorte une vedette malgré elle, et certaines femmes sont réticentes à le faire. Pour plusieurs raisons d'ordre pratique, certes, mais parfois aussi pour des raisons d'éthique qui peuvent se résumer dans les deux autres objections que je voudrais examiner maintenant, à savoir, le danger de servir d'alibi pour le maintien du *statu quo* et le refus de collaborer avec un pouvoir dénoncé comme sexiste.

### Femmes au pouvoir, femmes alibis?

En effet, avec le développement de la théorie et des mouvements féministes, les femmes sont de plus en plus alertées et méfiantes quant à l'usage idéologique qui peut être fait de leur participation au pouvoir et celles qui accèdent à des postes clés sont conscientes d'être bien davantage 'exception' qu' 'exceptionnelles'. Pourtant le danger n'en est pas moins réel que les dirigeants exploitent la présence de cette minorité de femmes dans les structures comme argument contre les autres femmes qui n'y ont pas accès. De plus, ces 'femmes-exceptions' se trouvent devant un piège, qui, il faut bien l'admettre, ne manque pas d'attrait. Car, dans une société capitaliste basée sur la compétition et valorisant la réussite individuelle, toutes les conditions se trouvent effectivement réunies pour faire croire à celles qui ont 'réussi'—'those who made it'—qu'elles doivent leur succès à leurs seuls talents et efforts personnels, et que les autres femmes n'ont qu'à en faire autant. Il faut croire que plusieurs se sont déjà laissées convaincre par un tel argument puisque, dans une étude récente sur *La Situation de la femme dans les universités québécoises*, Micheline Johnson, nous invitait à réfléchir sur la question suivante: 'Pourquoi

tant de femmes engagées dans la carrière académique estiment-elles qu'il n'y a pas de problème féminin à l'université?'<sup>3</sup>

En fait, sur ce plan, la situation des femmes est en tous points semblable à celle des groupes ethniques minoritaires et des classes défavorisées—pensons seulement au 'successful black business man or politician' aux Etats Unis. La seule façon, pour les femmes qui occupent des postes de pouvoir, d'éviter de servir d'alibi et de retarder ainsi la promotion collective et individuelle de leurs consœurs, c'est de se considérer personnellement, et de conserver leur action, comme des *instruments* au service de la collectivité féminine, des *moyens* privilégiés dont il faut utiliser au maximum toutes les ressources, exploiter toutes les possibilités. En d'autres mots, les femmes au pouvoir doivent servir de *tremplin* aux autres femmes.

### Participation ou contestation

La seconde objection qu'ont certaines femmes à la participation au pouvoir sous sa forme actuelle pourrait se résumer dans la question: participation ou contestation?, laquelle se situe au coeur même de la contradiction profonde qui caractérise actuellement toutes les relations des femmes avec le pouvoir. En tant que féministes qui dénonçons le pouvoir capitaliste et phallocrate, pouvons-nous, sans renier nos engagements et nos principes, choisir délibérément d'oeuvrer au sein de ce même pouvoir? Ne vaudrait-il pas mieux nous tenir à l'écart jusqu'au moment opportun où, dans une société renouvelée, nous pourrions participer à l'instauration d'une forme de pouvoir basée cette fois sur la collaboration et la cogestion, du type de celle que pratiquent déjà d'ailleurs plusieurs organisations féministes?

A mon avis, il existe une troisième alternative qui consiste à combiner les deux options précédentes en vue de hâter le plus possible la réalisation de notre ultime objectif d'égalité. En effet, tout en étant consciente des dangers de récupération que cela comporte dans un système capitaliste et patriarcal, j'aime assez personnellement comparer la lutte des femmes à une lutte de guérilla: lutte qu'il faut mener sur tous les fronts, en ouvrant toutes les brèches, lutte qui peut facilement devenir aussi une guerre de subversion et qui, pour être menée à bien, exige parfois qu'on pénètre dans le camp de l'adversaire afin de le battre sur son propre terrain, à son propre jeu.

Qu'on me comprenne bien cependant: je ne préconise pas ici l'utilisation des mêmes moyens que l'adversaire, ni l'instau-

ration d'un même type de pouvoir. Je pense seulement qu'il faut travailler à la construction de cette *société nouvelle* en utilisant *tous* les moyens qui sont actuellement à notre disposition. Comme le rappelle Jill Vickers, 'political and economic power are the critical tools both for those who wish to perpetuate existing social arrangements and for those who wish to change them'.<sup>4</sup>

Dans la conjoncture actuelle, les femmes ne peuvent compter que sur elles-mêmes et doivent donc s'efforcer d'être là où sont prises toutes les décisions qui les concernent de près ou de loin. Le retrait, l'indifférence, les tergiversations sont autant de pas en arrière qui ralentissent encore davantage le rythme des changements et qui rendent la tâche d'autant plus lourde et plus difficile aux quelques femmes qui occupent des poste de pouvoir. Il est impossible d'influencer une décision, de faire pencher un vote, de faire évoluer des attitudes et de modifier des comportements si nous ne sommes pas constamment présentes et vigilantes, collectivement par nos groupes de pression, et individuellement par ces 'femmes-exceptions', dont il faut augmenter le nombre le plus rapidement possible afin que disparaisse précisément leur caractère exceptionnel.

### Les Obstacles à surmonter

La partie est loin, toutefois, d'être gagnée car, en plus des obstacles structurels et institutionnels, nous devons surmonter, en chacune de nous, des entraves très profondes résultant du conditionnement subi pendant toute notre enfance et notre adolescence, et dont il est bien difficile de se défaire à l'âge adulte. Notre éducation nous a, en effet, préparées davantage à la passivité qu'à l'action, à la soumission qu'au sens de l'initiative. Fortement ancrée dans la tradition catholique, l'éducation des Québécoises visait à faire des petites filles des êtres de seconde classe, dépendantes financièrement et émotivement des hommes, et, autant que possible, heureuses de l'être. En d'autres mots, nous avons été conditionnées à être, vous savez bien, cette femme qu'on trouve toujours derrière chaque grand homme. . .

Dans ces conditions, nous pouvons dire avec Phyllis Chessler que:

'Any woman who successfully becomes interested in and begins to achieve various powers directly, and not through or for a 'man' or a 'family', is, within the psychological kingdom of patriarchy, committing a radical act, ie: an act that risks 'winning'.<sup>5</sup>

Mais encore faut-il que les femmes

assument ce risque. Le pouvoir ne nous sera pas donné, il faut le prendre.

Malheureusement, l'éducation que nous avons reçue a aussi fait de nous des êtres qui ont peur. Après la peur des colères de notre père, la peur du tonnerre et celle du bonhomme sept-heures, nous avons appris la peur de déplaire, la peur de froisser, la peur du ridicule et celle des responsabilités autres que celles concernant le mari, les enfants et la maison. Faut-il s'étonner alors que spontanément la réaction de bien des femmes en soit une de retrait lorsque l'on fait appel à elles pour exercer des fonctions qui demandent qu'elles s'affirment et qu'elles se battent, et ce dans une position largement minoritaire. Nous sommes dans un cercle vicieux: l'assurance et la confiance en soi se développent dans l'action. Or les femmes refusent l'action précisément parce qu'elles manquent d'assurance et de confiance en elles-mêmes. Il importe donc de bien vite briser ce cercle en nous apportant les unes aux autres le soutien et l'entraide nécessaires dans nos nouvelles initiatives. C'est seulement ainsi que nous pourrons nous constituer des modèles d'action, et des images de femmes que nous pourrons fièrement léguer à nos filles par la suite.

Enfin, il est important de noter que les obstacles psychologiques et psychosociologiques que nous rencontrons ne sont pas tous du domaine inconscient, et je profite du fait que nous sommes surtout 'entre' femmes pour rappeler que certaines attitudes, certains refus de s'impliquer sont aussi parfois le résultat de calculs bien rationnels, de motivations bien conscientes de notre part. Nous savons toutes que, malgré l'évolution des mentalités, le fait de se définir et d'agir en tant que féministes comporte certains risques, et même des risques certains, tant sur le plan personnel dans nos rapports avec nos partenaires masculins que sur le plan professionnel dans nos relations avec nos collègues et nos supérieurs. La solitude nous guette. Peu d'hommes, malgré, ou plutôt, à cause de leur conditionnement à l'autorité et au pouvoir, se sentent en parfaite sécurité sur le plan affectif aussi bien que social et professionnel lorsqu'ils sont en présence d'une femme 'intelligente'. Françoise Collin a raison de dire que 'l'intelligence, qui constitue pour l'homme un atout dans la séduction, reste le plus souvent encore pour la femme un handicap'.<sup>6</sup> Et j'ajouterais que c'est encore pire lorsque cette même femme est en plus une féministe convaincue. Rien d'étonnant que les femmes éprouvent de plus en plus de plaisir à être ensemble, n'est-ce pas?

## Women and Environments International Newsletter

• Three Issues A Year •

for concerned women



An International Community  
with a women's perspective

## Women and Environments International Newsletter

KEEP OUR WORLD INFORMATION NETWORK ALIVE!

NAME \_\_\_\_\_  
 APT./OFFICE \_\_\_\_\_  
 INSTITUTION \_\_\_\_\_  
 NO. & STREET \_\_\_\_\_  
 CITY, PROV./STATE \_\_\_\_\_  
 COUNTRY, CODE \_\_\_\_\_  
 INDIVIDUAL \$ 5.00  \*ENCLOSE CHEQUE OR INTER-  
 INSTITUTIONAL \$10.00  NATIONAL MONEY ORDER  
 NEXT SINGLE ISSUE \$ 2.00  PAYABLE TO  
 WOMEN & ENVIRONMENTS  
 INTERNATIONAL NEWSLETTER  
 SIGNATURE \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

Women & Environments International Newsletter,  
 c/o Faculty of Environmental Studies,  
 4700 Keele Street, Downsview, Ontario, Canada, M3J 2R2

### Notes

1. *Tout Compte fait*, Gallimard, 1972, p. 38.
2. La notion de pouvoir est prise ici dans le sens large d'influence, de décision et de contrôle aussi bien que dans le sens plus restreint du pouvoir institutionnalisé.
3. Rapport du Comité sur la situation de la femme préparé à la demande de la Fédération des Associations de Professeurs d'université du Québec (FAPUQ). Sherbrooke, le mars 1978.
4. *But Can You Type?* Clarke, Irwin & Company Ltd, in association with the Canadian Association of University Teachers (CAUT), 1977.
5. *Women and Madness*. New York, Avon, 1972, p. 300.
6. "Le féminisme pour quoi faire?" tiré à part de l'article "Féminitude et féminisme", *Les Cahiers du Grif*.